

COMMUNE DE GOUZON

DROIT DE PREEMPTION
URBAIN

D.P.U.

RECU A LA PREFECTURE DE LA CREUSE

le 21 OCT. 2004

Vu pour être annexé à la délibération du
conseil municipal en date de ce jour.

A Gouzon le 24 septembre 2004
Le Maire



DELIBERATIONS

Vu pour être annexé
à l'avis du 24 septembre 2004
A Gouzon le Maire, le 24 septembre 2004



REFERENCE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers :

en exercice : 15

présents : 13

votants : 13

L'an deux mil quatre

le : Vingt Quatre Septembre 2004

le Conseil Municipal de la Commune de GOUZON

dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire,

à la Mairie, sous la présidence de M. VACHER Jean-Pierre, MAIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : 16 Septembre 2004

OBJET

Droit de Prémption Urbain

PRESENTS: Mmes. Melle. MM. VACHER.VERNAUDON. MATHIVAT.
MICHON.AUFRERE.MAUBERT. CANDORET. PASCAL. ROBY. LOIGNON.
BOURDET. BRUJAS. YOTH.

ABSENTS : Mme. Mr. ASTIC. VICTOR. (Excusés)

Mademoiselle VERNAUDON a été élue secrétaire.



Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu des dispositions de l'article L 211.1 du Code de l'Urbanisme, les communes dotées d'un P.O.S. rendu public ou approuvé, ou d'un P.L.U. approuvé, peuvent instituer un Droit de Prémption Urbain (D.P.U.), sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future. Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général (article L 210.1 du Code de l'Urbanisme), des actions ou opérations répondant à certains objets de l'article L 300.1 du Code de l'Urbanisme, à savoir : mettre en œuvre "un projet urbain", une politique locale de l'habitat, organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, "de permettre le renouvellement urbain", de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Cette procédure permet à la commune d'être informée des projets de transactions foncières ou immobilières dans les secteurs considérés, et si elle le souhaite, d'intervenir pour acheter en usant de ce droit de préemption, et ainsi favoriser ses objectifs d'aménagement.

Le Conseil Municipal :

- Ouï cet exposé,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211.1, R 211.1 et R 211.2,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 Septembre 2004,
- Considérant que le projet de droit de préemption urbain tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément aux articles ci-dessus,

*Ju pour être annexé
à l'arrêté du 27 Décembre 2004
à Gouzou le 27 Décembre 2004
Le Maire,*



et après en avoir délibéré :

- décide d'instituer un Droit de Prémption Urbain (D.P.U.), sur la totalité des zones urbaines (zones U) et sur la totalité des zones d'urbanisation future (zones AU) du Plan Local d'Urbanisme tel que défini sur les plans ci-annexés,
- dit que cette décision annule et remplace le précédent droit de prémption urbain qui avait été instauré par délibération en date du 29 Septembre 1995,
- donne délégation à Monsieur Le Maire pour exercer en tant que de besoin, le droit de prémption conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- décide d'ouvrir un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens acquis conformément à l'article L 213.13 du Code de l'Urbanisme ; toute personne pourra consulter ce registre ou en obtenir un extrait.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le Département.

Les effets juridiques de la présente délibération ont pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité (affichage en mairie et insertion dans deux journaux).

Le périmètre d'application du droit de prémption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R 123.13 alinéa 4 du Code de l'Urbanisme.

Une copie de cette délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur Le Préfet,
- à Monsieur Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur Le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à La Chambre Départementale des Notaires,
- au barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de GUERET,
- au Greffe du Tribunal de Grande Instance de GUERET.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Affiché le : 19 OCTOBRE 2004

POUR COPIE CONFORME :

En Mairie, Le 19 OCTOBRE 2004

LE MAIRE,

Jean-Pierre VACHER

